Le bélarussien : bilan et perspectives d'une langue nationale

Description

En 1995, l'une des premières mesures-phares du président nouvellement élu, Aliaksandr Loukachenka, fut de redonner au russe son statut de « langue d'État », « *à égalité avec le bélarussien* ». Vingt ans plus tard, quelle place occupe la « langue nationale » dans la société bélarusse ?



« *Vous me considérez* […] *plus ou moins comme le dernier dictateur d'Europe, mais vous oubliez une chose : la langue est un domaine qui ne supporte aucune dictature ni contrainte* »[1] ne craint pas d'affirmer le président bélarusse face aux accusations de passivité face au dépérissement du bélarussien. La dénonciation de la politique de «russification» est devenue quasi rituelle pour les opposants au régime installé. L'adoption de la langue russe par la société bélarusse semble néanmoins être un processus long et progressif dont le point de départ saurait difficilement être situé en 1995.

Courte histoire de la langue bélarussienne

Si certains historiens font remonter ses origines au X^{ème} siècle, la production littéraire en langue bélarussienne moderne ne remonte guère qu'à la seconde moitié du XIX^{ème} siècle (on parle alors volontiers de « dialectes blanc-russiens »). Les travaux de linguistes russes justifièrent la prise en compte de cette langue lors du recensement de 1897, et la circonscription géographique des « terres blanc-russiennes ». Le développement de cette langue resta fort limité face à l'hostilité de l'administration et des milieux conservateurs, d'une part, et à l'illettrisme de la masse des locuteurs du bélarussien, de l'autre (cette langue n'étant pas, contrairement à d'autres langues minoritaires, enseigné à l'école sous l'Empire tsariste).

La création de la RSS de Biélorussie alla de pair avec l'élévation du bélarussien au rang de langue d'État et sa diffusion massive dans tous les domaines. La politique d'indigénisation, c'est-à-dire de « discrimination positive » des minorités, des années 1920 porta ses fruits et la RRS de Biélorussie se couvrit d'écoles en bélarussien (aux côtés d'écoles en polonais, yiddish et russe)[2]. L'utilisation de cette langue dans l'administration amena les autorités à se pencher sur sa normalisation.

Une commission de savants, constituée en 1927 en URSS, entama des travaux sur la langue qui furent stoppés avec l'arrestation en 1929-1930 de la plupart de ses membres. Un second groupe de chercheurs fut chargé, en 1930, de travailler sur un nouveau projet de codification de la langue. Les réformes, adoptées en 1933, tendaient à rapprocher l'orthographe bélarussienne de la norme russe – par exemple, « *savietskiï* » (soviétique) dut être orthographié «*sovietskiï* ».

Le régime stalinien maintint le caractère obligatoire de l'apprentissage du bélarussien[3]. Mais les réformes khrouchtchéviennes permirent une russification en profondeur de l'enseignement et le recul de la langue dans l'administration et la vie quotidienne. La suppression de l'obligation d'enseigner dans la langue d'État de la république en 1958, c'est-à-dire la possibilité laissée aux parents de choisir librement la langue d'enseignement, entraîna un déclin progressif, mais inexorable, du bélarussien. Le russe était en effet considéré comme bien plus porteuse de perspectives, une porte d'accès aux universités de Moscou et à la fonction publique.

À la fin des années 1980, le processus de «russification» de l'enseignement était pratiquement achevé, puisque seulement 0,2 % des élèves du secondaire de la RSS recevaient un enseignement en bélarussien. La crainte de voir

celui-ci disparaître fut exprimée par les réformateurs lors de la « renaissance nationale » précédant l'indépendance, et engendra divers débats dans l'appareil dirigeant qui aboutirent, en janvier 1990, à l'adoption du bélarussien comme seule langue officielle. La loi de 1990 ne fut toutefois qu'une fiction juridique, le russe restant la langue dominante. Un référendum, portant notamment sur l'introduction du russe comme deuxième langue, fut organisé par le nouveau président, A. Loukachenka, en 1995. Le résultat fut sans appel puisque 83,3 % des votants se prononcèrent en faveur de l'octroi d'un même statut de langue officielle au bélarussien et au russe[4]. Les conséquences de ce référendum furent un effondrement de l'enseignement en bélarussien, langue d'enseignement de 75 % des écoles primaires en 1994 contre seulement 28 % en 1998. Le seul lycée de Minsk à dispenser un enseignement en bélarussien ferma ses portes en 2003.

Par ce référendum, le Bélarus reconnaissait la place occupée par le russe et l'éviction de cette langue de tous les domaines (administratif, culturel, etc.) au profit du seul bélarussien n'apparaissait plus comme une étape obligée.

La position des mouvements politiques

Le camp du président Loukachenka, qui exerce un monopole de fait sur les décisions politiques, s'en est tenu jusqu'à aujourd'hui à la ligne de 1995. « *Chacun parle comme il veut, ou comme il peut* », pour citer une phrase célèbre d'A. Loukachenka, formulée en *trasianka* (terme générique pour désigner les formes intermédiaires se situant entre le russe et le bélarussien standards et utilisées notamment dans les campagnes)[5]. Dans ses déclarations, le président répète ne pas percevoir de « problème linguistique » puisque le bilinguisme répond aux attentes de la population. A. Loukachenka accuse l'opposition de susciter un débat stérile sur la langue à défaut de pouvoir attaquer les résultats de sa politique économique. Mais les partis d'opposition bélarusses, hétéroclites et n'ayant aucune influence majeure sur les décisions politiques, sont partagés sur la question linguistique.

Le Front populaire bélarusse (BNF) prévoit une politique linguistique volontariste : la langue devrait retrouver son statut perdu en 1995, et l'État soutenir activement la publication en bélarussien. Le BNF préconise la création d'un système éducatif complet en bélarussien. Ce parti est l'un des seuls dont le site Internet n'est disponible qu'en bélarussien (suivant la *tarachkevitsa*, c'est-à-dire la graphie en usage avant la réforme orthographique soviétique de 1933 et que certains courants de l'opposition souhaiteraient réintroduire). Le BNF défend ainsi une conception linguistique, en vogue avant 1994, de l'identité bélarusse.

Le parti social-démocrate bélarusse (BSDP) exprime un point de vue moins tranché: la réintroduction du bélarussien dans l'enseignement, si elle reste un but, doit se faire progressivement. Le soutien de l'État est là aussi promis au bélarussien, mais aucune référence au monolinguisme officiel n'est faite. Aleh Trusaù, l'un des fondateurs du BSDP, s'est même fait l'avocat d'un « bilinguisme réel », c'est-à-dire d'un véritable statut d'égalité entre les deux langues. En effet, en accusant A. Loukachenka de russifier à tout-va sous prétexte de bilinguisme, Trusaù oppose les votants au référendum au président bélarusse, supposé ne pas en respecter les résultats[6].

Le programme du Parti civique uni postule quant à lui, de la part de l'État, des « *efforts particuliers pour développer la culture nationale bélarusse, pour étendre la sphère d'utilisation du bélarussien* ». Il s'agit là de la seule référence faite à la question dans son programme politique, d'ailleurs rédigé exclusivement en russe. Il convient de noter que la question de la langue, si elle est régulièrement avancée par certains opposants contre A. Loukachenka, n'occupe qu'une place secondaire voire marginale dans les programmes des principales forces d'opposition[7].

La place du bélarussien en 2014

Le bélarussien a aujourd'hui une présence assez fantomatique dans les rues des grandes villes et il est rare de l'entendre parler à Minsk ou à Brest. Mais « l'illusion » de son omniprésence est maintenue : la graphie bélarussienne reste ainsi privilégiée pour les écriteaux, noms de rue et panneaux indicateurs. Rien n'illustre mieux cette dichotomie que les kiosques à journaux : les enseignes sont en bélarussien et les journaux en russe. La volonté de mettre en avant le bélarussien est en outre révélée par le fait que, si c'est cette langue qui est toujours employé sur les plaques de noms de rue dans le centre de Minsk et sur les grands axes, le russe apparaît plus souvent dans les banlieues ou les rues

secondaires.

La situation est toutefois loin de se résumer à une opposition entre deux langues aux contours nettement définis, encore moins à un «conflit» entre deux communautés monolingues distinctes. De nombreux Bélarusses, surtout dans les campagnes, utilisent des formes intermédiaires, quand d'autres passent indifféremment d'une langue à l'autre selon le contexte. Le président Loukachenka, soucieux de cultiver son image d'homme du peuple, mâtine allègrement son russe de mots et tournures bélarussiennes, ce qui lui vaut souvent les quolibets de ses opposants et l'étiquette d'homme grossier.

La situation linguistique du Bélarus (continuum russo-bélarussien, bilinguisme de masse) est difficile à traduire en données statistiques. La comparaison des données sur l'ethnie et la langue dans les recensements de 1999 et 2009 laisse néanmoins entrevoir plusieurs tendances. Le nombre de citoyens se déclarant comme Bélarusses ethniques a légèrement augmenté au cours de cette décennie (passés de 81% à 84%). Mais parmi les Bélarusses ethniques, le nombre de personnes déclarant le bélarussien comme langue maternelle a baissé (86% en 1999 contre 61% en 2009). Le lien entre langue bélarussienne et auto identification ethnique s'est donc distendu. Par ailleurs, le recensement de 2009 confirme la relative faiblesse du bélarussien puisque 53 % de la population, tous groupes ethniques (« communautés nationales ») confondus, l'a déclaré comme langue maternelle, et à peine 23% comme langue parlée dans le cadre familial[8].

N'est-il pas paradoxal que l'augmentation du nombre de Bélarusses ethniques déclarés (que l'on peut interpréter comme un renforcement du « sentiment national ») coïncide avec une diminution du nombre de locuteurs natifs déclarés ? En réalité, ces chiffres illustrent bien le changement opéré depuis 1995 dans le domaine linguistique et identitaire. Une conception non-linguistique, sans doute plus en phase avec la société bélarusse actuelle, de l'identité nationale bélarusse, s'est renforcée au cours de ces dix années. Le recul de l'usage du bélarussien, principalement dans la sphère administrative et l'enseignement, est une conséquence indéniable des résultats du référendum de 1995. Par ce vote et leurs déclarations lors du recensement de 2009, les Bélarusses ont exprimé leur rejet d'une « bélarussité » qui serait purement linguistique.

Depuis le référendum de 1995, l'usage du bélarussien n'a cessé de régresser. La « renaissance » de la langue bélarussienne, que d'aucuns ont pu espérer avec l'indépendance du pays, n'a pour l'heure pas eu lieu et le russe est la langue dominante du Bélarus. Si le référendum marque un recul du bélarusse dans l'enseignement, celui-ci ne saurait être tenu pour responsable de la relative marginalité de cette langue dans la société bélarusse. Ce recul apparaît plus comme la continuation de processus sociaux initiés sous l'URSS. Le renoncement à faire du bélarussien la seule langue d'État en 1995, décision massivement soutenue par les citoyens bélarusses, semble donc avoir plus sanctionné un état de fait que résulté d'une volonté de « dénationalisation » du Bélarus. Marqueur visible d'une identité parfois en quête d'elle-même, la langue bélarussienne continue d'ailleurs de bénéficier d'un soutien, certes limité, des autorités, ce dont témoigne la volonté d'afficher cette langue dans l'espace public.

Notes :
[1] Conférence de presse du 30 décembre 2009.
[2] Eugeniusz Mironowicz, *Białoruś*, Varsovie, Trio, 2007, p.73-79; Caroline Gauthier, « Consensus, différends et obstacles pratiques dans l'organisation de l'enseignement primaire en ukrainien et en biélorusse (1920-1927) », in Juliette Cadiot, Dominique Arel & Larissa Zakharova (dir.), *Cacophonie d'empire: Le gouvernement des langues dans l'empire russe et en URSS*, 2010, pp. 92-113.
[3] Jean-Pierre Jantheau, « Bélarus : De la langue à l'État », *Glottopol*, n°1, 2013, p. 202.
[4] *Historyia Belarouskaï Dziarjaùnastsi ù kancy XVIII – patchatkou XXI st. (2 kniha)*, Minsk, Belarouskaïa Navuka, 2012, pp. 472-473.
[5] Voir à ce sujet : Liudmila Firsava, «Dialogues sur la trasianka ou ce qui naît du mariage entre le russe et le biélorusse», in Eric Le Bourhis (dir.), « Politiques et pratiques linguistiques », *Regard sur l'Est*, 28 mars 2009.
[6] Interview d'Aleh Trusaù par Iouryï Drakakhroust du 1er juin 2005, retranscrite sur svaboda.org.
[7] Nous avons consulté les programmes en ligne des organisations citées en mars 2014.

[8] Source : Natsionalnyï Statistitcheskiï Komitet Respubliki Belarus

Par Enguerran MASSIS

Vignette : Minsk (© Anaïs Marin 2011).

Retour en haut de page

* Doctorant à l'Inalco.

date créée
19/06/2014
Champs de Méta
Auteur-article : Enguerran MASSIS*